

## NATUREL

## les politiques énergétiques mondiales

- un Moyen-Orient qui renferme la plupart des réserves gazières en production ou à développer (Iran) au cours des prochaines décennies, mais dont la consommation gazière augmente rapidement à raison de 2% par an, et pourrait passer de 400 Mds m<sup>3</sup> en 2012 à 700 Mds m<sup>3</sup> en 2040, c'est-à-dire plus que la consommation chinoise à cet horizon qui continuera pourtant à croître à raison de 5,5% par an ;

- une Afrique dont les principaux producteurs que sont le Nigeria et l'Algérie vient de voir ses capacités croître de façon significative sur sa côte Est, induisant une compétition difficile avec les autres régions, principalement le Moyen-Orient et l'Australie sur le marché asiatique, mais aussi une compétition avec les capacités de production à partir des réserves annoncées dans le bassin offshore Est-méditerranéen (Israël-Liban-Syrie-Chypre-Grèce-Turquie).

#### 4. Changement climatique et nouveaux modèles de consommation énergétique

On assiste actuellement à une prise de conscience sur les effets catastrophiques des changements climatiques ainsi que le poids de la taxe carbone et une plus grande volonté des pays consommateurs d'énergie de diminuer les émissions de gaz à effet de serre à travers de nouvelles politiques de consommation énergétique.

Cette tendance a été très fortement exprimée tout au long du déroulement du 26<sup>e</sup> Congrès mondial du gaz à travers la promotion du gaz naturel en tant que combustible propre et émettant moins de 50% de CO<sub>2</sub> par rapport au charbon, le développement des technologies permettant la suppression des gaz torchés à l'horizon 2030 et la diminution d'émission de méthane au niveau des installations d'exploitation.

Il faut cependant préciser que cette tendance est soutenue principalement au niveau des pays producteurs de gaz naturel ou n'ayant pas d'autres solutions pour remplacer soit l'importation de gaz (Etats-Unis) soit le pétrole et le charbon par rapport à leur forte croissance de consommation énergétique (pays asiatiques).

Elle est aussi accompagnée de façon générale et plus particulièrement en Europe par des politiques d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables dont les objectifs sont :

- la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 20%, 40%, puis 80% en 2020, 2030 et 2050 ;

**Les cinq autres pays renfermant d'importantes ressources sont l'Argentine (25 000 Mds m<sup>3</sup>), l'Algérie (22 000 Mds m<sup>3</sup>), le Mexique (17 000 Mds m<sup>3</sup>), l'Australie (14 000 Mds m<sup>3</sup>), et l'Afrique du Sud (12 000 Mds m<sup>3</sup>), mais selon différentes analyses il est peu probable que l'un d'eux puisse démarrer une production commerciale au cours de la prochaine décennie.**

- un mix énergétique avec des énergies renouvelables à hauteur de 20% en 2020 puis 27% en 2030 ;

- une efficacité énergétique à hauteur de 20% en 2020 puis 27% en 2030.

Le résultat a déjà abouti à une stabilisation de la consommation énergétique et probablement une forte baisse de sa croissance à l'avenir.

Cela s'est ainsi traduit par une baisse des importations de gaz naturel en Europe, d'une orientation des échanges vers les pays émergents, d'une forte compétition sur les marchés et enfin d'une pression

continue sur les producteurs pour diminuer les prix, les quantités et les durées des contrats de livraison.

Il y aura par conséquent une évolution progressive vers une globalisation des échanges, notamment à travers le GNL dont les parts de marché vont progresser au détriment du gaz naturel transporté par gazoduc.

Le marché européen consomme aujourd'hui 13% de la production mondiale de gaz et ne renferme que 3% des réserves. Il est caractérisé par une sorte de transition marquée, d'une part, par la persistance de la récession économique et le recul des activités industrielles, et, d'autre part, par des politiques d'économie d'énergie qui ont parfois entraîné l'arrêt de certaines centrales à gaz et le recours à un charbon bon marché importé des Etats-Unis (cas de l'Allemagne).

Les énergies renouvelables ne comptent en réalité que pour 8% dans la génération électrique. Leur développement demandera encore beaucoup de temps avec des perspectives de 15% en 2030 et 19% en 2040. Mais leur progression grâce aux progrès technologiques enregistrés, notamment en matière de photovoltaïque dont le MWh est prévu de passer entre 2015 et 2030 de 110 à 70 € selon IHS, en fera à long terme un excellent partenaire dans la lutte contre le réchauffement climatique.

#### 5. La sécurité d'approvisionnement et les enjeux géopolitiques

La sécurité et la diversification des approvisionnements sont les deux facteurs de base des politiques énergétiques des pays consommateurs et entraînent, par conséquent, une forte pression pour une globalisation des échanges.

En parallèle, les sanctions à l'égard de la Russie et de l'Iran, ainsi que les troubles en Libye et au Moyen-Orient sont autant de défis à surmonter pour sécuriser non seulement les productions, mais aussi les «routes» d'approvisionnement.

La Russie, qui est un énorme acteur avec d'énormes réserves en gaz, vient de changer de stratégie en aval, à travers une nette orientation vers le marché asiatique, ce qui pose un problème pour l'Europe dont le défi critique est relatif à la diversité de l'approvisionnement aussi bien en combustible qu'en routes d'approvisionnement. Ses importations actuelles vont se poursuivre mais il faudra accueillir aussi du GNL qui va arriver de plus en plus

d'ailleurs, y compris des Etats-Unis, à condition de garantir le libre marché et le libre transport à travers une Europe énergétique qui n'existe pas encore.

La Chine et l'Iran qui va certainement accroître sa production pétrolière en attendant celle du gaz naturel dont les réserves sont très importantes et restent à développer semblent aussi se rapprocher.

La Turquie de son côté tend à se transformer en un hub en même temps qu'un important marché. D'importantes réserves de gaz sont aussi annoncées dans la partie orientale de la Méditerranée (Bassin du

Levant : Israël, Liban, Syrie, Chypre, Grèce et Turquie). Leur développement aura certainement des conséquences dans les échanges en Méditerranée et en Europe du Sud-Est.

Toutes ces mutations auront inévitablement des conséquences sur les marchés, les échanges et les politiques énergétiques des producteurs comme les consommateurs.

#### 6. Le développement du GNL

Selon la plupart des analyses, il semble que si la consommation globale de gaz naturel poursuivra sans aucun doute sa progression, les échanges et les nouveaux

**Si cette tendance se maintient, cela signifie que l'Algérie est entrée dans une phase au cours de laquelle ses réserves et ses capacités de production additives seront essentiellement absorbées par son marché intérieur, au détriment de ses capacités d'exportation.**

usages se feront de plus en plus à travers le GNL grâce à une meilleure flexibilité en matière d'échanges et de prix.

Le marché du GNL est en train de se globaliser et va dépasser en volume celui du gaz transporté par gazoduc d'ici 2035. Sa consommation va doubler au cours de la prochaine décennie, et la demande sera multipliée par 3 par rapport à 2010 pour atteindre 600 millions de tonnes de GNL en 2035, dont environ les deux tiers destinés au marché asiatique.

La demande européenne connaîtra une forte croissance en GNL qui pourra atteindre 80 milliards de mètres cubes (Mds m<sup>3</sup>) dès 2018 puis plus de 100 Mds m<sup>3</sup> à partir de 2022. Celle de l'Asie sera de plus de 120 milliards de mètres cubes.

L'Australie et les Etats-Unis sont en mesure de devenir les principaux exportateurs de GNL à l'avenir (40%).

#### 7. Quels défis pour l'Algérie ?

A l'échelle mondiale, l'Algérie n'est actuellement qu'un acteur modeste aussi bien en matière de réserves (4 500 Mds m<sup>3</sup> selon les chiffres officiels) que de capacités approximatives et actuelles de 80 Mds m<sup>3</sup> en production et moins de 50 Mds m<sup>3</sup> en exportation.

A l'échelle africaine, elle demeure l'un des principaux producteurs derrière le Nigeria, mais les récentes découvertes sur la côte Est de l'Afrique et les potentiels annoncés dans le Bassin du Levant (Israël, Liban, Syrie, Chypre, Grèce et Turquie) risquent de modifier ce classement à court terme.

L'Algérie demeure cependant le principal producteur et exportateur dans le bassin méditerranéen où ses avantages sont :

- la proximité avec le marché européen ;
- la flexibilité de ses exportations en gaz naturel avec une capacité théorique de transport de 53 Mds m<sup>3</sup> (3 gazoducs), ou en GNL avec une capacité théorique aussi de 60 millions m<sup>3</sup> GNL (35 Mds m<sup>3</sup> en gaz naturel) ;

- la capacité de transport d'un million de m<sup>3</sup> de GNL avec 9 méthaniers (584 millions m<sup>3</sup> en gaz naturel) ;

- la fiabilité et la sécurité de ses livraisons.

Son principal handicap vient de sa consommation intérieure qui augmente à raison de 8% par an alors que la croissance de ses capacités de production ne semble pouvoir compenser à moyen terme que cette consommation intérieure. La consommation du premier trimestre 2015

a déjà atteint 11,3 Mds m<sup>3</sup>, soit plus de 14% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, et si cela devait se poursuivre au même rythme, elle dépassera les 40 Mds m<sup>3</sup> à fin 2015.

Si cette tendance se maintient, cela signifie que l'Algérie est entrée dans une phase au cours de laquelle ses réserves et ses capacités de production additives seront essentiellement absorbées par son marché intérieur, au détriment de ses capacités d'exportation.

Il s'agit là d'un défi majeur qui ne peut être relevé qu'à travers une nouvelle politique énergétique basée sur :

- la mise en œuvre d'un nouveau

modèle de consommation énergétique basé sur le développement des énergies renouvelables, l'efficacité et l'économie d'énergie ;

- l'accroissement des efforts d'exploration, l'accélération du développement de tous les petits gisements découverts et surtout de la gestion des gisements existants en matière d'amélioration des taux de récupération ;

- la poursuite des efforts d'évaluation de son potentiel en gaz non conventionnel qui est très important mais nécessite d'énormes investissements, des moyens technologiques et logistiques importants et par conséquent un cadre réglementaire adéquat ainsi qu'une acceptation sociale qui ne peut être atteinte qu'à travers une communication transparente «parce qu'il n'y a pas de solution idéale ni de choix unique en matière de transition énergétique» ;

- la mise en œuvre d'une nouvelle politique d'exportation du gaz basée sur la diversification des marchés à atteindre, l'adaptation continue de leur nature (GN ou GNL), et pourquoi pas la défense d'un prix qui tient compte non seulement de sa valeur énergétique mais aussi de sa contribution en tant que ressource propre par rapport au charbon et au pétrole dans la diminution des gaz à effet de serre au niveau des pays gros consommateurs d'énergie et émetteurs de gaz à effet de serre.

Avoir des réserves en hydrocarbures et des ressources énergétiques renouvelables est loin d'être suffisant pour assurer un développement durable.

Quand on se rend compte qu'on a pris du retard pour transformer ces ressources en d'autres richesses et bien-être au profit de tout le pays, seule une «stratégie de choc» est en mesure de remettre les choses dans la bonne voie.

Cette «stratégie de choc» n'est cependant pas du seul ressort du secteur de l'énergie, mais de l'ensemble des secteurs économiques du pays dont la consommation énergétique doit être maîtrisée et valorisée pour produire de nouvelles richesses.

Conservation et valorisation des ressources, bonne gouvernance, modèle de consommation énergétique, investissement et transformation structurelle de l'économie, innovation, révision des échanges avec l'extérieur sont autant de chantiers à affronter dans l'immédiat.

A. A.